

BILAN CRITIQUE du C.A. PSYCHO-SOCIO de RENNES

L'objectif du texte qui suit est de commencer le bilan du travail et des luttes qui ont été menées cette année à la Fac des Lettres de Rennes dans les sections de Sociologie et Psychologie.

I. — LA PRISE DE CONSCIENCE DU ROLE DES SCIENCES HUMAINES

1) Les étudiants de *socio*, en septembre, ont refusé de passer l'examen de type traditionnel qu'on leur proposait, et l'on transformé en analyse critique de l'enseignement et des professions de sociologue. Ce travail, mené en groupe, avec le souci de faire progresser politiquement et scientifiquement tous les étudiants, fut un succès qui permit de dénoncer la sociologie que nous connaissions comme :

- * une idéologie au service de la bourgeoisie, masquant la lutte des classes, et destinée à suppléer des théories philosophiques spéculatives éculées,
- * un ensemble de techniques permettant à la grande industrie capitaliste de vendre toujours plus et de résoudre les « conflits humains de l'entreprise », pour augmenter ses profits.

Les étudiants de *socio* déterminèrent alors leurs exigences quant à l'enseignement pour l'année à venir :

- 1° exigence d'une étude concrète de la réalité sociale ;
- 2° exigence d'une étude des problèmes théoriques fondamentaux actuels ;
- 3° volonté de lier théorie et pratique.

Inutile de dire que cela s'était heurté, se

heurtait et se heurte encore à la résistance active ou passive des enseignants, de l'administration de la fac et du ministère.

Cependant, les socios ont fait passer leurs volontés dans les faits : ils firent accepter par les profs que leur formation se compose de deux parties : l'une théorique, sous forme de débats à la fac, sous direction et contrôle des profs ; l'autre, pratique, sous forme d' « unité d'enquêtes » brassant les étudiants d'années différentes, en dehors de la fac, sous direction et contrôle de chercheurs, progressistes indépendants de l'Université.

Les thèmes de départ des débats théoriques (sous forme d'exposés de groupes d'étudiants) étaient :

- en seconde année, « le rôle de l'Etat dans la société », avec référence aux ouvrages de MARX, ENGELS et LENINE sur la question ;
- en troisième année, l'opposition entre les concepts de « société industrielle » et ceux de « capitalisme, impérialisme, pillage du Tiers-monde ».

Les sujets des cinq « unités d'enquêtes » (une dizaine d'étudiants dans chacune) qui se mirent sur pied, étaient :

- l'enseignement professionnel dans les C.E.T. et les classes pratiques (14-16 ans) ;
- l'action culturelle à Rennes (Cercles Paul-Bert, Maison de la Culture, etc.) ;
- l'agriculture dans l'Ouest, centrée sur la coopérative agricole des trois provinces ;
- le logement et la construction immobilière, centrée sur la S.C.I.C. ;
- l'urbanisme à partir de l'étude du Rheu, petite ville proche de Rennes.

2) En *psycho*, certains étudiants commençaient l'analyse et la critique du rôle politique du psychologue dans la société : rôle de flic ou d'intégration au service du patronat dans les usines, rôle de technicien passeur de tests, rôle répressif au service des mandarins dans les hôpitaux psychiatriques. Mais ils commirent l'erreur de plaquer à leur section les conclusions des socios, ce qui était de ne pas tenir compte du niveau des étudiants qui en *psycho*, à l'inverse de *socio*, n'étaient pas prêts à se battre pour un enseignement nouveau et progressiste. Par suite, les profs, réactionnaires dans leur majorité, reprirent l'initiative et imposèrent leurs projets.

3) Quant à l'*accueil des premières années*, il permit de fournir à bon nombre d'arrivants en fac un certain nombre d'explications sur le rôle des sciences humaines et de prendre immédiatement contact avec des éléments avancés. Cependant, même si les militants de *socio-psycho* ont essayé de faire à la base ce travail d'explication, bon nombre de leurs interventions ont revêtu un aspect terroriste qui les coupa des premières années, même s'ils réussirent ensemble à faire reculer l'assistant de *socio* qui, pour les nouveaux arrivants, avait prévu de faire passer l'idéologie bourgeoise sous un emballage tout neuf (on prend Weber, Marx, Marcuse, Lévi-Strauss, etc., et on mélange).

II — BILAN DU TRAVAIL ET DES JEUNES :

1) Le C.A. : * Parallèlement ou conjointement, ces étudiants posaient trois revendications fondamentales :

- 1° création d'une maîtrise de *socio* à Rennes et maintien du troisième cycle qui venait d'être supprimé ;
- 2° maintien et valeur universitaire pour le travail critique qui venait de commencer ;
- 3° contrôle des étudiants sur le contenu, la forme de l'enseignement. Et tout cela, quoi que puisse décider la Réforme Faure, et les élections dans les U.E.R., a permis de continuer les explications sur le rôle de classe de l'Université.

* La lutte menée contre la participation : le boycott a été un succès, à tel point que le pouvoir a dû annuler de lui-même les élections dans une des deux unités qui nous concernaient. Le point négatif de cette lutte aura été le manque d'explication sur le rôle de dénonciation de la participation, du boycott à l'extérieur de la fac.

* Lutte pour l'obtention de la maîtrise de *socio*. Même si aujourd'hui nous avons obtenu celle-ci, il faut analyser les erreurs opportunistes de droite et de gauche qui ont caractérisé cette lutte.

L'opportunisme de droit s'est manifesté au début de cette lutte, sous la forme d'un légalisme naïf : visites chez le doyen, motions à l'adresse du ministère... Cela permettait à tous ces gens (ministre, doyen) de se renvoyer la balle et de nous rassurer gentiment sans jamais prendre aucune décision. Ce qui était naïf de notre part, c'était de croire qu'on pouvait d'un côté présenter une revendication polie quant à la maîtrise, et de l'autre mettre en place un travail progressiste. Quand de tels procédés nous sont apparus comme inefficaces, nous avons alors versé dans l'opportunisme de gauche le plus flagrant, sous la forme d'une occupation de fac, puis d'une grève générale sur toute la fac, décidée sans explications et sans tenir compte du rapport de force, sans tenir compte de l'état de mobilisation des masses. Un tel mouvement s'est essoufflé de lui-même au bout de quelques jours, sans avoir rien apporté comme formation politique aux étudiants progressistes de lettres.

C'est après cet échec qu'est apparue une véritable dégénérescence du C.A. Celle-ci s'est manifestée par un vide politique, par des palabres du type « comment relancer les luttes ? », « quelles luttes mener ? », par un absentéisme et un libéralisme total. A tel point que dans la semaine précédent le Référendum, il n'y a guère eu que des velléités sans suite de riposte à une provocation fasciste (incendie de l'amphi de section). Et actuellement, il reste encore difficile de mobiliser les étudiants.

Tout cela vient du fait que le C.A. n'a pas de bases politiques claires, que personne n'a jamais pu définir clairement son rôle, ainsi

qu'une ligne politique, une stratégie et une tactique valable pour une longue période. Tout cela est caractéristique d'un manque d'unité politique, en dehors bien sûr des unités de circonstance, *contre* les projets du pouvoir, et encore.

Ce manque d'unité politique a deux raisons. La principale, c'est le manque de formation théorique des militants, de l'ensemble de la section, c'est la coupure qui existe encore, due à ce manque de formation, entre travail politique et travail théorique. C'est là un défaut que seule l'éducation théorique patiente et systématique, s'appuyant au maximum sur le travail universitaire, pourra éliminer. Une seconde raison, c'est l'action de sabotage des trotskystes, venus dans la section pour « contester » le travail qui y était impulsé par les marxistes-léninistes. En fait, cette opposition entre tendances différentes était inévitable et nécessaire après le mouvement de mai. Là encore, c'est seulement la formation théorique des étudiants progressistes qui permettra de voir quelle ligne politique est juste, et par suite de clarifier la situation politique en fac.

2) En *psycho* : Les camarades de *psycho* ont continué leur travail d'explication en dénonçant le rôle de pure sélection joué par l'épreuve de *psycho-physio*, à la fac de sciences, (couverture « scientifique » donnée à des disciplines réactionnaires) . Pour cette épreuve, ils ont obtenu que l'examen soit constitué par un mémoire de groupe, laissant la possibilité d'un travail critique ; ce en quoi c'était faire preuve d'opportunisme, la majorité des étudiants en ayant profité pour se cantonner dans un bachotage sans intérêt critique ; des groupes se sont cependant mis en place, avec pour but d'analyser les relations entre *psycho-physio*, *psycho-expérimentale*, *psycho-sociale* et *psycho-industrielle*, en se référant à des textes d'Engels et Lénine.

Par ailleurs, des commissions de travail critique ont été mises sur pied. Les deux premières, l'une sur les hôpitaux psychiatriques et l'autre sur la pédagogie, se sont arrêtées, faute de perspectives claires ; la troisième, s'intéressant à la psychanalyse effectuée la critique de l'ouvrage de Freud «

malaise dans la civilisation ». S'est enfin mis sur pied une commission « étude de la situation politique », où s'effectue un travail d'explication et de formation politique sur le rôle de l'Etat, le fascisme...

Malgré les erreurs que nous avons relevées, le travail qui a été effectué amène à un progrès qualitatif chez de nombreux étudiants, en ce sens que ceux-ci perdent leurs illusions naïves sur la *psycho* et son rôle. Pour faire effectuer un nouveau progrès aux étudiants de leur section, les militants de *psycho* ont trois objectifs : à réaliser :

- 1° consolider leur formation politique ;
- 2° poser de façon juste et claire la question du rapport entre matérialisme dialectique et psychanalyse ;
- 3° adopter un style de travail correct : rompre le cloisonnement entre les années, faire une propagande politique en direction des masses, en partant de leur niveau, ce qui, traditionnellement, n'a jamais été le cas des militants U.N.E.F. en *psycho*.

3) En *première année de psycho et socio* : Au début de l'année, une action engagée sur le système des options tomba vite dans le corporatisme (Maths ou biologie, etc.). La question de la Loi Faure, de la sélection, ne fut pas suffisamment expliquée. La campagne pour le boycott des élections aux U.E.R. permit de démasquer celles-ci, mais le manque de formation des étudiants les conduisit cependant à se ranger, contre l'unité la plus réactionnaire, sur les positions de celle qui semblait plus « acceptable », en faisant finalement le jeu d'une fraction des profs contre l'autre.

En effet, si l'unité « comportement et environnement » se présentait clairement comme la volonté d'adopter les sciences humaines aux besoins actuels de la bourgeoisie, les conceptions modernistes des profs de l'unité *psycho-socio* se sont montrées par la suite tout aussi réactionnaires.

La lutte la plus positive fut, avant Pâques, celle pour le maintien de la maîtrise de *socio*, qui amena à une grève effective pendant trois semaines, et active pour 70 étudiants environ. Ceux-ci, répartis en commissions de travail

d'une dizaine de membres, effectuèrent un travail critique sur certaines disciplines universitaires : ainsi, un parallèle entre l'évolution de l'Ethnologie et du colonialisme, une étude sur la psycho-expérimentale, une critique des cours de socio qui obligea les profs à actualiser et concrétiser leurs cours sur Marx et sur l'Etat., etc. Il faut cependant relever quelques points négatifs : le bureaucratisme des A.G. où se sont toujours les mêmes qui parlent, l'absence de débat politique sur la sélection et le rôle de l'université, et aussi l'absence dans la section d'un matériel et d'une organisation suffisante pour ronéoter rapidement les textes.

Un autre point négatif a déjà été noté : l'absence de liens avec les années supérieures, on en a montré les raisons. Par suite, pour assurer la cohésion, l'unité et l'efficacité politique entre les années, on voit qu'il est nécessaire de ne pas se laisser enfermer dans un système d'option et d'exiger pour chaque section une unité à partir de la première année.

4) *En socio* : on insistera sur l'expérience radicale qui a été menée en socio, en voyant successivement les aspects positifs, puis les aspects négatifs. Le premier point positif, c'est d'avoir mis en pratique à l'échelle de toute une section, les conclusions et les exigences définies à la rentrée ; il n'y a pas eu d'autre exemple de ce type à Rennes. C'est d'avoir défini clairement l'Université comme un lieu de lutte théorique entre les idéologies de classes en lutte, et non comme un lieu d'acquisitions de connaissances neutres.

Le second point positif, c'est d'avoir radicalement transformé la signification même des études, en en faisant principalement un travail de formation pour tous, où chacun concourt au progrès théorique de tous, et, seulement de façon secondaire, un contrôle universitaire sur le travail effectué.

Ce qui est également positif, c'est, en dépit de résistances et de difficultés compréhensibles, d'être sorti des cadres pédagogiques traditionnels : être sorti de la fac, avoir mis sur pied des unités d'enquête conçues comme devant travailler pendant plusieurs années et donner lieu à une

publication collective du bilan, des conclusions de la recherche, avoir institué, tant pour le travail théorique que pour le travail pratique, un style de travail en groupes restreints, où chacun peut contrôler et orienter la recherche des autres. En un mot, avoir démasqué dans les faits le système de la bête à concours individualiste, reflet universitaire d'un système capitaliste fondé sur la concurrence.

Un troisième point positif, c'est d'avoir posé les bases d'une conception juste de la pluridisciplinarité, celle-ci ne consistant pas en un menu à la carte parfaitement abstrait que chacun choisit au début de l'année, mais dans une recherche sur un sujet d'intérêt commun, effectuée par des personnes de sections ou de professions différentes. Cela a été fait avec les étudiants en architecture participant à deux des groupes d'enquêtes, et avec certains instituteurs contactés par un autre groupe, en leur donnant des éléments de théorie leur permettant d'analyser et de démystifier leur rôle professionnel actuel ou à venir.

Un quatrième point positif est d'avoir, dans la pratique de notre travail, dégager un certain nombre de principes et de méthodes d'analyse scientifiques. Par exemple, à partir de la critique des concepts et de la méthode de R. Aron, à partir des tâtonnements des unités d'enquête à leur départ, on a pu comprendre pourquoi était nécessaire et seule scientifique l'analyse matérialiste historique de la société et de ses différents aspects. A partir de la même pratique est apparue clairement la nécessité de mener une étude et enquête d'une façon *systématique*, si l'on veut être capable d'argumenter sérieusement sur une question et de faire autre chose que des discussions contestatrices et spéculatives purement intellectuelles, et passant du coq à l'âne, d'une façon typiquement universitaire et petite-bourgeoise.

Ce qui a été également important, c'est d'avoir montré à la grande majorité des étudiants de la section, à travers les exposés, débats, discussions, etc., la force de la théorie, des thèses de Marx et Lénine. Cela a permis d'avancer de façon considérable sur les problèmes théoriques posés au début de

l'année, cela permet maintenant de voir quelles questions pourraient être étudiées l'an prochain : le capitalisme monopoliste, le fascisme, les crises économiques en système capitaliste, approfondir la question de l'impérialisme, voir les rapports entre ces différentes réalités, etc., toujours d'une façon matérialiste historique. Cela a permis de progresser également dans le travail d'enquête, d'élaborer un certain nombre de conclusions et d'hypothèses. Nous n'en parlerons pas ici, mieux vaut se reporter directement aux différents rapports déjà ronéotés par les unités d'enquête.

On peut donc dire par suite que l'ensemble de ce travail a commencé à combler de façon conséquente la grande faiblesse théorique de l'ensemble de la section.

Il faut également considérer comme un point très positif le travail de deux groupes qui se sont constitués un peu en dehors du cadre universitaire, l'un sur l' « Etat » en seconde année, l'autre sur l' « impérialisme », comprenant des camarades ayant une connaissance concrète et directe de ce phénomène, et quelques autres qui s'y intéressaient plus particulièrement. Partant d'un niveau politique supérieur à celui de la section sur le problème, ce groupe a mené à la fois un travail d'étude sur l'impérialisme français en Afrique Noire et des campagnes de dénonciation politique de cet impérialisme comme de la mascarade gouvernementale « d'aide au Biafra ». C'est là un exemple dont plusieurs groupes pourront peut-être s'inspirer l'an prochain.

Considérons comme dernier point positif le fait d'avoir maintenu pendant toute l'année nos exigences et notre travail contre les manœuvres des différentes fractions de profs et aussi d'avoir, surtout en troisième année, fait capituler l'idéologie bourgeoise qu'ils représentaient, en les obligeant à fuir soit dans l'opportunisme « révolutionnaire », soit dans la passivité ou la panique totale.

Voyons maintenant les aspects négatifs :

Un premier point, c'est que le style de travail à la base que nous avons adopté n'a pas été mené de façon assez systématique, et a souvent laissé place au libéralisme

(absentéisme, etc.) et quelquefois au dogmatisme. La preuve générale de tout cela, c'est que, tant au niveau des cours, des unités d'enquête ou des réunions de C.A., certains camarades ne s'expriment pas encore facilement. Cela veut dire qu'on n'a pas toujours cherché à faire avancer les étudiants (sauf, bien sûr les rares réacs avoués de la section) en partant de leur niveau et en tenant compte de tous les problèmes sur lesquels ils butaient, en cherchant à voir quels étaient ces problèmes. Cela a surtout été le cas avec les camarades arrivant d'autres villes ou d'autres sections en novembre, et qui n'avaient pas fait toute notre démarche politique antérieure, mais pas exclusivement avec eux.

Un second point négatif a été l'absence de circulation des différents textes d'exposés entre les années et les différentes unités d'enquêtes, et par suite, l'absence de débats généraux sur ces textes, débats qui auraient pu accélérer la formation de tous. La cause principale en est qu'il n'a jamais été exercé de contrôle financier sérieux sur les crédits accordés à la section, contrôle qui seul aurait permis l'achat du matériel nécessaire pour tirer *rapidement* et suffisamment les textes théoriques et politiques.

Ce sont là deux points négatifs qui sont en partie à l'origine d'un troisième, plus grave : la coupure qui a existé toute l'année entre le travail théorique d'une part, et le travail politique de l'autre. Cette coupure s'est manifestée par un travail actif dans les groupes d'enquête et par une absence de travail politique, au sein du C.A. notamment. Elle vient aussi de l'absence (sauf au début de l'année) de textes d'analyse et d'accord politique le plus large, textes qui auraient pu à la fois faire le bilan du travail effectué et orienter réciproquement travail théorique et travail politique.

Un autre point négatif important, c'est que le *problème des débouchés* pour les étudiants en socio n'a jamais été posé, n'a jamais été débattu. Or, ce problème est très important, non seulement au niveau alimentaire, mais aussi et surtout sur le politique : quels emplois peuvent et doivent trouver les étudiants sortant de socio, quel sens politique doivent-ils donner à ce travail, par rapport

